Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour en savoir plus sur nos formations disponibles, veuillez visiter :
formav.co/explorer

LICENCE

ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉVALUATION DU BLOC DE COMPÉTENCES C6 : APPRÉHENDER LE MONDE DE L'ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SESSION 2026

Durée : 2 heures

SPÉCIALITÉ / UNITÉ	COEFF
ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE	3, INDICATIF

Moyens de calculs et matériel autorisés :

L'usage de calculatrice avec mode examen actif est autorisé. L'usage de calculatrice sans mémoire, « type collège », est autorisé.

Aucun document ou matériel autorisé en dehors de ceux fournis avec le sujet.

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 8 pages numérotées de 1/8 à 8/8.

Les documents réponses en fin de sujet sont à rendre avec la copie.

DOSSIER SUJET

MISE EN SITUATION PROFESSIONNELLE ET CONSIGNES GÉNÉRALES : DECATHLON FRANCE SAS, MAGASIN DE BRON, MÉTROPOLE DE LYON

Le bloc C6 est un bloc de compétences de la licence Administration économique et sociale. Les modalités nationales ne fixent pas de sujet-type, de durée ni de coefficient propres à ce bloc. Les modalités d'évaluation applicables sont celles arrêtées par l'établissement. Le présent sujet comporte une durée et un barème de travail indiqués pour cette session d'évaluation.

Vous êtes chargé d'une mission d'analyse auprès de la direction du magasin Decathlon de Bron, exploité par Decathlon France SAS, société par actions simplifiée du secteur de la distribution d'articles de sport. Le magasin emploie 140 salariés. Son positionnement associe une offre multimarque et des marques propres, la vente en magasin et en ligne, ainsi que des services de réparation et de reprise de matériel.

La direction étudie le développement de l'activité de réparation et de seconde vie, dans un contexte de concurrence numérique et de pression sur le pouvoir d'achat. Elle doit également répondre à la contestation d'une mutation géographique par une salariée. Les données chiffrées et les éléments internes communiqués dans le dossier sont construits pour l'étude de ce cas et ne constituent pas des données publiées par Decathlon France SAS.

Traitez les trois parties dans l'ordre. Toute réponse doit être justifiée. Pour l'analyse juridique, suivez les étapes du syllogisme juridique : qualification des faits, problème de droit, règle de droit applicable et solution motivée.

PARTIE 1 : ANALYSE JURIDIQUE (7 points)

Appliquer le syllogisme juridique à une situation de mobilité professionnelle

Vous étudierez le différend opposant Mme A., vendeuse-conseil au magasin de Bron, à son employeur. Utilisez les documents DT 1 et DT 2. Votre raisonnement devra distinguer la validité de la clause de mobilité et les conséquences de la mutation proposée.

1.1 (1,5 point) Qualifiez juridiquement les faits utiles et formulez le problème de droit auquel doit répondre l'employeur. (Qualification juridique des faits et détermination du problème de droit.)

1.2 (2,5 points) Présentez les règles de droit applicables à la clause de mobilité et à la modification du lieu de travail. Appuyez votre réponse sur les articles du DT 1 et sur le principe jurisprudentiel exposé au DT 2. (Règle de droit applicable.)

1.3 (3 points) Résolvez le litige en appliquant les règles aux faits. Précisez si l'employeur peut imposer à Mme A. sa mutation de Bron à Valence sur le fondement de la clause signée, et indiquez les conséquences juridiques d'un refus de la salariée. Justifiez votre solution. (Solution motivée de l'espèce.)

PARTIE 2 : ANALYSE MANAGÉRIALE ET STRATÉGIQUE (7 points)

Établir un diagnostic stratégique et proposer des choix de management

La direction envisage d'accroître l'activité de réparation, de reprise et de revente de produits de seconde vie. Elle souhaite que cette évolution améliore la fidélisation sans dégrader la rentabilité du magasin ni les conditions de travail. Mobilisez le contexte et les documents du dossier.

2.1 (2 points) Établissez un diagnostic interne du magasin en identifiant au moins deux forces et deux faiblesses pertinentes pour le projet de développement de la réparation et de la seconde vie. Justifiez chaque élément à partir des informations du sujet.

2.2 (2 points) Construisez une analyse externe de type PESTEL. Présentez au moins une opportunité ou une menace pour chacun des six facteurs : politique, économique, socioculturel, technologique, environnemental et légal. Distinguez les faits fournis dans le dossier de vos déductions.

2.3 (1,5 point) Analysez la cohérence du choix managérial envisagé avec le positionnement stratégique du magasin. Présentez un avantage attendu et un risque ou une limite, en vous appuyant sur le diagnostic réalisé.

2.4 (1,5 point) Formulez deux préconisations opérationnelles, dont au moins une relative à l'organisation du travail ou à la gestion des compétences. Pour chacune, indiquez l'objectif visé et un indicateur permettant d'en suivre les effets.

PARTIE 3 : ANALYSE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE (6 points)

Exploiter des données financières et apprécier la position commerciale

Utilisez le tableau du DT 3. Tous les montants financiers sont exprimés en milliers d'euros. Présentez les calculs, les formules utilisées et une interprétation des résultats. Arrondissez les taux à deux décimales lorsque cela est utile.

Données principales du magasin et de son marché

Indicateur	2024	2025
Chiffre d'affaires du magasin (k€)	11 800	12 400
Coût d'achat des marchandises vendues (k€)	7 670	8 060
Charges variables de vente et de logistique (k€)	472	496
Charges fixes d'exploitation (k€)	2 950	3 100
Chiffre d'affaires estimé du marché local de la distribution d'articles de sport (k€)	58 000	61 000

Source : données de cadrage construites pour le cas, DT 3.

3.1 (2 points) Pour 2025, calculez la marge commerciale, le taux de marge commerciale rapporté au chiffre d'affaires, la marge sur coûts variables et le résultat d'exploitation simplifié. Présentez les étapes de calcul et vérifiez que le résultat simplifié est cohérent avec les données fournies.

3.2 (2 points) En retenant un taux de marge sur coûts variables constant en 2025, calculez le seuil de rentabilité en chiffre d'affaires, puis la marge de sécurité en valeur et en pourcentage du chiffre d'affaires. Interprétez le résultat pour la direction du magasin.

3.3 (2 points) Calculez la part du magasin dans le marché local estimé en 2024 et en 2025. Comparez l'évolution du chiffre d'affaires du magasin à celle du marché et interprétez l'évolution de sa position commerciale.

DOSSIER TECHNIQUE ET RESSOURCES

Documents ressources nécessaires à la résolution du sujet

DT 1 : TEXTES LÉGISLATIFS APPLICABLES À LA CLAUSE DE MOBILITÉ ET AU CONTRAT DE TRAVAIL

Extraits des textes en vigueur à la date de la session. Les dispositions sont reproduites pour les besoins du sujet.

Code du travail, article L. 1121-1 : « Nul ne peut apporter aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives de restrictions qui ne seraient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché. »

Code du travail, article L. 1222-1 : « Le contrat de travail est exécuté de bonne foi. »

Code civil, article 1103 : « Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits. »

Code civil, article 1193 : « Les contrats ne peuvent être modifiés ou révoqués que du consentement mutuel des parties, ou pour les causes que la loi autorise. »

Ces extraits ne dispensent pas de vérifier la validité de la clause invoquée et de distinguer la mise en œuvre d'une clause valable d'une modification du contrat nécessitant l'accord de la salariée.

DT 2 : JURISPRUDENCE RELATIVE À LA DÉLIMITATION D'UNE CLAUSE DE MOBILITÉ

Cour de cassation, chambre sociale, 7 juin 2006, pourvoi n° 04-45.846. Visa : article 1134 du Code civil dans sa rédaction antérieure à l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016.

Principe retenu, formulation synthétique : une clause de mobilité doit définir de façon précise sa zone géographique d'application. Elle ne peut pas laisser à l'employeur le pouvoir d'étendre unilatéralement cette zone.

Motivation utile pour le cas : la mobilité prévue par le contrat ne peut être mise en œuvre que dans le périmètre géographique préalablement déterminé par la clause. Une formulation qui ne fixe pas de limite géographique suffisamment précise ne permet pas à l'employeur de déterminer seul, après la signature du contrat, l'étendue de la mobilité convenue.

Ce document résume le principe de l'arrêt et n'en reproduit pas intégralement les motifs.

DT 3 : DONNÉES DE GESTION, DE MARCHÉ ET ÉLÉMENTS DE CONTEXTE STRATÉGIQUE

Les données comptables et commerciales ci-dessous sont des données de cadrage construites pour ce cas. Les montants sont exprimés en milliers d'euros. Pour les calculs, la marge sur coûts variables est égale au chiffre d'affaires diminué du coût d'achat des marchandises vendues et des charges variables de vente et de logistique. Le seuil de rentabilité est calculé selon la formule : charges fixes divisées par le taux de marge sur coûts variables.

Éléments de contexte fournis par la direction pour le diagnostic stratégique : le magasin dispose d'un atelier de réparation, d'une clientèle locale fidélisée et d'une équipe de vente de 140 salariés. La direction estime toutefois que les capacités de l'atelier sont limitées en période de forte activité et que le

recrutement de techniciens qualifiés est difficile. Les consommateurs interrogés par le magasin expriment un intérêt croissant pour la réparation et l'achat d'occasion, tout en restant sensibles aux prix. Les ventes en ligne et les offres de livraison rapide de concurrents exercent une pression sur les ventes en magasin. Le projet étudié suppose des investissements de formation et d'équipement. La direction souhaite également réduire les déchets et prolonger la durée d'usage des produits. Ces constats locaux sont des données de cadrage du cas, et non des statistiques nationales.

Tableau de bord simplifié du magasin et estimation du marché local

Indicateur	2024	2025
Chiffre d'affaires du magasin	11 800	12 400
Coût d'achat des marchandises vendues	7 670	8 060
Marge commerciale	4 130	4 340
Charges variables de vente et de logistique	472	496
Charges fixes d'exploitation	2 950	3 100
Chiffre d'affaires estimé du marché local	58 000	61 000

Données construites pour l'étude du cas. Montants en k€.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

DR 1 : Document réponse à rendre avec la copie : questions 1.1 à 1.3 et 2.1 à 2.2 — **À RENDRE AVEC LA COPIE**

Complétez les tableaux ci-dessous. Pour les questions juridiques, rédigez également votre raisonnement sur la copie en respectant les étapes du syllogisme juridique.

Grille d'analyse de la situation juridique

Étape du raisonnement	Éléments à renseigner
Qualification juridique des faits	.....
Problème de droit	.....
Règles de droit applicables	.....
Application des règles aux faits et solution motivée	.....

À compléter par le candidat pour la partie 1.

Tableau de diagnostic stratégique

Diagnostic interne ou facteur PESTEL	Force, faiblesse, opportunité ou menace	Élément du dossier et justification
Interne : force	.....	.....
Interne : force ou faiblesse	.....	.....
Interne : faiblesse	.....	.....
Politique	.....	.....
Économique	.....	.....
Socioculturel	.....	.....
Technologique	.....	.....
Environnemental	.....	.....
Légal	.....	.....

À compléter par le candidat pour les questions 2.1 et 2.2.

Cadre réservé aux justifications, calculs complémentaires ou schémas du candidat :

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.